



Conseil de sécurité

Distr. générale
17 juillet 2019
Français
Original : arabe

Lettres identiques datées du 16 juillet 2019, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire part de ce qui suit :

Le Gouvernement syrien réfute les allégations figurant dans des déclarations de l'Organisation des Nations Unies et dans les exposés de représentants du Secrétariat au Conseil de sécurité, selon lesquelles l'Armée arabe syrienne et ses alliés s'attaqueraient aux hôpitaux et aux centres de santé dans la province d'Edleb. Il réaffirme qu'au contraire, les opérations de lutte antiterroriste que mènent l'armée et ses alliés visent à protéger les civils syriens, leurs biens publics et les gains de développement face au fléau du terrorisme, que soutiennent les gouvernements d'États connus qui, malheureusement, sont des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Le Gouvernement syrien tient à indiquer que les hôpitaux et centres de santé de la province d'Edleb, mentionnés ci-après, sont hors d'état de fonctionner depuis qu'ils sont sous le contrôle de groupes terroristes, en particulier l'organisation Front el-Nosra, bras militaire d'Al-Qaida en Syrie. Ils ne remplissent plus leur fonction première et ne peuvent plus être considérés au regard du droit international humanitaire comme des hôpitaux, des centres de santé ou même des biens de caractère civil, puisque les groupes terroristes armés les ont transformés en quartiers militaires, prisons, entrepôts d'armes, ateliers de fabrication d'armes et d'explosifs, tribunaux religieux et rampes de tir de roquettes et autres projectiles sur les quartiers résidentiels et les zones sûres. Voici la liste de ces établissements :

1. L'hôpital national d'Edleb : hors service depuis mars 2015 ;
2. L'hôpital Ibn Sina : hors service depuis mars 2015 ;
3. L'hôpital de Maarret el-Nouman : hors service depuis octobre 2012 ;
4. L'hôpital national de Jisr el-Choughour : hors service depuis avril 2015 ;
5. Le Centre clinique intégré : hors service depuis mars 2015 ;
6. Quelque 114 autres centres de santé ont fermé à différents moments, après être tombés sous le contrôle de groupes terroristes ;
7. Le réseau d'ambulances tout entier a été mis hors service, 33 ambulances ayant été volées par les terroristes, qui les ont utilisées comme véhicules piégés ou s'en servent dans leurs opérations contre l'armée et les civils ;



8. Toutes les installations de soins de santé de la province d'Edleb ont été mises hors d'état de fonctionner après que les groupes terroristes s'en sont emparés, les ont pillées et ont volé le matériel qui s'y trouvait.

Les groupes terroristes armés poursuivent leurs actes criminels, attaquant notamment des hôpitaux et des centres de santé à coups de roquettes et d'obus de mortier dans des zones sûres, comme on l'a vu récemment dans les villes de Massiaf, Sqeïlibiyé et Mohradé. Dans les zones qu'ils contrôlent, ils séquestrent des civils, y compris des personnes malades qui nécessitent des soins. Ils les utilisent comme boucliers humains ou comme moyens de pression, de provocation ou de médiatisation et les empêchent de rejoindre des lieux sûrs pour obtenir des soins.

Le Gouvernement syrien demande une nouvelle fois au Conseil de sécurité de veiller au respect total de ses résolutions relatives à la lutte contre le terrorisme et de prendre des mesures fermes pour dissuader les gouvernements d'États connus pour appuyer les terroristes qui attaquent la République arabe syrienne de maintenir leur soutien, et les amener à répondre de leurs actes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bashar **Ja'afari**
